



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIGERIENNE GRANULATS

La Ballastière
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 41-2025-00765
Code AIOT : 0010011944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Le Bas Boulay et Les Varennes 41300 Salbris. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS
- Le Bas Boulay et Les Varennes 41300 Salbris
- Code AIOT : 0010011944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de Salbris, aux lieux-dits "le bas Boulay" et "les Varennes".

Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers de terrasse, dont la superficie totale autorisée est de 90,24 ha, pour une superficie exploitable de 76,19ha.

La production maximale autorisée est de 150 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 130 000 tonnes. Les matériaux extraits sur le site sont des sables et graviers de terrasse alluviale destinés à la confection de béton (usage "noble").

L'échéance de l'autorisation est fixée au 11 septembre 2044.

Le site bénéficie :

- d'un récépissé de dépôt de dossier de déclaration n°41-2012-00047 du 19 juillet 2012 pour la création des forages (6 piézomètres);
- des arrêtés préfectoraux suivants :
 - n°2014-254-0011 du 11 septembre 2014 d'autorisation pour la carrière, l'installation de transit et le traitement des matériaux;
 - n°41-2024-03-19-00010 du 19 mars 2024 de prescriptions complémentaires pour la modification du plan de phasage et des garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 8.2.4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	forage (Contrôle)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.2.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Autosurveillance Eaux (pluviales et de nettoyage)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.3.11	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Autosurveillance (bruit)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.7	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Production	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 1.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Affichage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
4	Forage (équipements, réalisation et affichage)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.2.3	Sans objet
5	Forage (Rapport de fin de tx)	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.2.4	Sans objet
10	Faune et flore	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, plan annuel de suivi d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage , - Les bords de fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité

publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. [...]

Constats :

Les inspections précédentes faisaient état de beaucoup de manques sur les plans de situation (d'exploitation et justifiant des surface (S1-S2-S3) pour les garanties financières) de 2022, qui ont été en partie corrigés lors de la production des plans de situation de 2023. Le plan de situation de 2023 ne faisait pas état de la localisation des 6 piézomètres.

Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que la localisation des 6 piézomètres est présente sur le plan d'exploitation produit le 7 décembre 2024 mais un nouveau manque est à noter. Le manque porte sur l'absence de cote bathymétrique dans le bassin de pompage sur le plan de situation daté du 7/12/2024.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la cote de fond (ou bathymétrique) du bassin de pompage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 8.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Cote de fond du bassin d'eau claire

Prescription contrôlée :

Article 8.2.4.1. Caractéristiques des bassins Les bassins de décantation et d'eaux claires ont les caractéristiques suivantes :

[...]

- Cote de fond de bassin : 106 m.NGF,

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que la cote de fond

du bassin d'eau claire n'était pas connue par l'exploitant et qu'il ne pouvait pas justifier du respect de la cote de fond du bassin d'eau claire supérieure à 106 m.NGF
L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de la cote de fond du bassin d'eau claire qui doit être supérieure à 106 m.NGF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Art. 4. - L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que l'affichage au niveau de l'entrée à proximité de la route départementale 2020 faisait mention en caractères apparents de son identité, de la référence de l'autorisation (2014 et 2024), de l'objet des travaux et de l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Forage (équipements, réalisation et affichage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.2.3
Thème(s) : Situation administrative, forage (réalisation et équipement de l'ouvrage)
Prescription contrôlée : 9.2.5.2.3 Réalisation et équipement de l'ouvrage Le soutènement, la stabilité et la sécurité des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains, l'isolation des différentes ressources d'eau, doivent être obligatoirement assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des

matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, le déclarant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, [...].

[...] La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

La cimentation atteint le niveau suivant :

- le niveau statique de la nappe, si le forage exploite la première nappe rencontrée.
- la base de la couche imperméable intercalaire, si le forage exploite une autre nappe.

Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté.

En tête du puits, **le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm**. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, la tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Le tube doit disposer **d'un couvercle [...] cadenassé**, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. [...]

[...]Le tubage est muni d'un bouchon de fond.

La tête de puits est protégée de la circulation sur le site.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que les 6 piézomètres avaient fait l'objet d'un dossier de déclaration de régularisation au titre de la rubrique 1.1.1.0 et d'un récépissé de déclaration n°41-2012-00047 du 19 juillet 2012 pour les 6 forages (piézomètres) afin de permettre la surveillance des eaux souterraines. Les forages ont été réalisés en novembre 2010 par la société SARL VAN INGEN FORAGE. Les 6 piézomètres réalisés ont une profondeur maximum de 7.5 m et ne nécessitent pas l'obtention d'un code BSS car inférieur à 10 m de profondeur (article 131 du code Minier).

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Forage (Rapport de fin de tx)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.2.4

Thème(s) : Situation administrative, forage (rapport fin de travaux)

Prescription contrôlée :**9.2.5.2.4 Rapport de fin de travaux**

A l'issue des travaux, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, dans un délais de deux mois, un rapport complet comprenant :

- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance des eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête de l'ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;
- pour chaque ouvrage, la coupe géologique avec indication du ou des niveaux de nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des tubages et les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors du forage, volume des cimentations, profondeur atteinte, développements effectués),
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance, et le compte rendu des travaux de comblement pour ceux qui sont abandonnés ;

Constats :

Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection qu'un rapport de fin de travaux avait été réalisé pour les 6 forages de surveillance de la nappe souterraine. Le rapport de fin de travaux est intégré dans le dossier de déclaration de régularisation des forages qui a fait l'objet d'un récépissé de déclaration N°41-2012-00047. Le dossier de déclaration et le récépissé ont été présentés et transmis à l'inspection.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : forage (Contrôle)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle forage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9.2.5.2.5 Conditions de surveillance de l'ouvrage</p> <p>L'ouvrage est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.</p> <p>L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que le contrôle périodique (période, au minimum tous les dix ans) des 6 forages, qui ont été créés en novembre 2010, n'a pas été réalisé.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'inspection périodique des forages de moins de 10 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Autosurveillance Eaux (pluviales et de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (Qualité)
Prescription contrôlée :

Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux rejetées (eaux pluviales et eaux de nettoyage)
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales et des eaux de nettoyage dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.)

Paramètres	Concentration maximale sur une période de 24 heures (mg/l)
MEST ⁽¹⁾ (matières en suspension totale)	35
DCO (demande chimique en oxygène)	125
Hydrocarbures totaux	5

1. Sur effluent non décanté

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites admissibles sur 24 heures.

Constats :

Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection sur le document de suivi, la présence d'un dépassement sur le paramètre matière en suspension en avril 2024 au niveau du déshuileur. Ces mesures sont réalisées en instantané et doivent donc rester inférieures au double des VLE sur 24h soit sur le paramètre MES : 70 mg/l, et la mesure d'avril 2024 est de 76 mg/l. De plus ce dépassement n'a pas fait l'objet de commentaires (qui auraient permis de donner une explication sur le dépassement et de la mise en place mesures correctives).

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dépassement de la concentration en MES sur la mesure d'avril 2024, ni de l'avoir commenté, ni d'avoir mis en place de mesure corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Autosurveillance (bruit)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Acoustique

Prescription contrôlée :

Article 9.2.7. Auto surveillance des niveaux sonores

Article 9.2.7.1. Mesures périodiques

Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux puis, la fréquence des mesures est annuelle.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Pour information :

Article 6.2.2. Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 6.2.3. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les

valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

Lors de l'inspection du 23 septembre 2024, il a été constaté par l'inspection via le rapport acoustique de décembre 2024, la présence d'un dépassement de 7dB (A) au niveau de la zone du secteur du bas Boulay. Ce dépassement a été commenté et un début d'explication donné lié à des conditions météorologiques particulières. L'exploitant informe l'inspection qu'il n'y a pas eu de plainte en 2025 et il a fait réaliser de nouvelles mesures et les résultats sont attendus prochainement.

L'exploitant est invité à transmettre le dernier rapport de mesures acoustiques qui va être réalisé.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de mesures acoustiques conformes à son autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 1.2.3

Thème(s) : Situation administrative, Extraction et traitement

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1.2.3. MATERIAUX EXTRAITS ET QUANTITES AUTORISEES

Les matériaux extraits sont des sables et graviers dits de "Terrasse".

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 150 000 tonnes/an (avec une moyenne de 130 000 tonnes/an)

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 150 000 tonnes/an,

Pour information complémentaire :

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur,

Constats :

Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que la production de la carrière de Salbris sur les 4 dernières années était la suivante :

Années	Total SABLES ET G R A V I E R S ALLUVIONNAIRES (ktonnes)	Quantité annuelle de stériles générée (ktonnes)	Total dont quantité de stériles générée (ktonnes)
2021	147	7	154
2022	145	7	152
2023	131	7	138
2024	146	7	153

Il est rappelé à l'exploitant que le volume maximale de matériaux extraits de la carrière intègre également les stériles et qu'il ne doit pas dépasser les 150 000 tonnes/an.

L'inspection constate qu'il y a eu des dépassements sur les années 2021-2022 et 2024.

Par mail du 19 novembre 2025, l'exploitant informe l'inspection que le dossier d'autorisation instruit faisait état d'une demande pour la commercialisation de 150 KTonnes au maximum et non d'une extraction maximale de 150 KTonnes.

Il est rappelé à l'exploitant que, comme l'indique l'article 1.3 de son autorisation préfectorale, il est prévu que [...] *"En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur,"*

L'exploitant est invité à justifier de ces dépassements ou à déposer un PAC demandant la modification de son arrêté d'autorisation concernant la volume autorisé à extraire et à traiter.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect du volume autorisé en extraction (qui correspond au volume commercialisable auquel s'ajoute le volume des stériles).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Faune et flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi faunistique et floristique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 9.4.2, SUIVI FAUNE-FLORE</p> <p>Conformément aux conclusions de l'étude d'impact, un suivi qualitatif et quantitatif de La faune et de la flore présentes sur le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les deux ans,</p> <p>Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 23 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que le dernier suivi faunistique et floristique avait fait l'objet d'un rapport en 2022. L'exploitant informe l'inspection que le suivi prévu en 2025, a du être reporté sur l'année 2026.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que ce suivi doit être réalisé au moins tous les 2 ans.</p> <p>Par Mail du 19/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier suivi environnemental réalisé. Ce suivi fait état de dates contradictoires avec par moment en pied de page une version de "janvier 2021", puis "janvier 2022" et enfin "décembre 2022"... et des relevés dans le corps du rapport allant de "mars 2022 à juin 2022", ce qui laisse à penser qu'il y a des erreurs dans les dates du rapport.</p> <p>Par mail du 21 novembre 2025, l'exploitant informe l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> le dernier suivi environnemental a été produit en décembre 2022 et reçu par l'exploitant en juin 2023. le suivi devant être produit en 2025 n'a pas été réalisé malgré les démarches de l'exploitant de début d'année et la recherche d'un autre bureau d'études. Pendant l'été il a été acté par l'exploitant que le suivi environnemental serait réalisé courant 2026 et le bon de commande a été validé. <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser le suivi environnemental courant 2026.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite